

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Secrétariat Général

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Paris, le

13 SEP. 2017

Affaire suivie par : Antoine GUERIN

Tél : 01.80.15.40.03

Antoine.guerin@interieur.gouv.fr

N° 17-000868-I

Madame la Secrétaire générale,

Par courrier du 11 août dernier, vous me faites part de ce que l'arrêté du 21 juillet 2017 portant politique de voyages pour les personnels civils du ministère de l'intérieur en application des articles 2-8, 6 et 7 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils de l'Etat, en visant expressément les inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière (IPCSR) et des délégués au permis de conduire et à la sécurité routière (DPCSR), contredirait les dispositions particulières prévues dans l'arrêté du 30 janvier 2014 relatif aux conditions de règlement des frais de déplacement des inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière et des délégués au permis de conduire et à la sécurité routière.

Je vous confirme qu'il n'est aucunement dans les intentions du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, de remettre en cause les modalités spécifiques de prise en charge des frais de déplacement des IPCSR et DPCSR qui tiennent compte des particularités de leurs missions parfaitement identifiées.

Vous avez à cet égard remarqué que l'arrêté du 21 juillet 2017 portant politique de voyages vise l'arrêté du 30 janvier 2014 et que ses dispositions n'entreront en vigueur qu'au 1^{er} octobre 2017. Cette configuration a été retenue pour permettre la nécessaire actualisation de celui-ci en cohérence avec les modalités de prise en charge des frais de déplacement plus avantageuses applicables à l'ensemble des personnels civils du ministère. Comme vous le constaterez, les modifications apportées sont limitées au strict nécessaire.

Madame Pascale MASET
Secrétaire générale du SNICA FO
46, rue des petites écuries
75010 PARIS

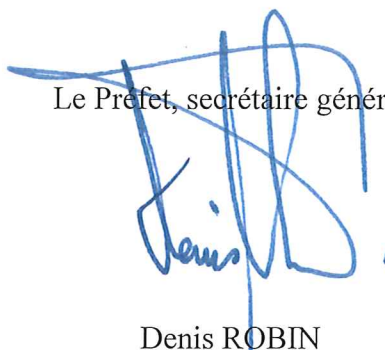
... / ...



Enfin, je vous informe que les organisations syndicales représentatives de la profession recevront dans les prochains jours le projet d'arrêté modificatif pour information afin qu'elles puissent être rassurées sur le maintien des modalités jusqu'ici applicables. Vous serez par conséquent rendu destinataire de ce projet par les services concernés (délégation à la sécurité routière, direction des ressources humaines et direction de l'évaluation de la performance et des affaires financières et immobilières).

Je vous prie de croire, Madame la Secrétaire générale, à l'assurance de ma considération distinguée.

Le Préfet, secrétaire général



Denis ROBIN